



Le Quotidien

Statistique Canada

Le vendredi 21 avril 1995

Pour être diffusé à 8 h 30

STATISTICS
CANADA STATISTIQUE
CANADA

APR 21 1995

LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **L'indice des prix à la consommation, mars 1995** 2
L'IPC d'ensemble a augmenté de 2,2% au cours de la période de 12 mois se terminant en mars 1995. La progression mensuelle de l'IPC s'est ralentie en mars, le prix moyen des biens et services ayant augmenté de 0,2%.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, 1994** 6
En 1994, les entreprises canadiennes ont connu leurs meilleurs gains de productivité des dix dernières années. Des hausses modérées des salaires et les efforts de restructuration des entreprises ont également contribué à une deuxième baisse consécutive du coût unitaire de main-d'oeuvre.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Ventes des grands magasins, mars 1995	11
Ventes des grands magasins, février 1995	11
Indices des taux de salaires syndicaux dans la construction, mars 1995	12
Certains indices financiers, mars 1995	12

NOUVELLES PARUTIONS 13

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS: 24 au 28 avril 14



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

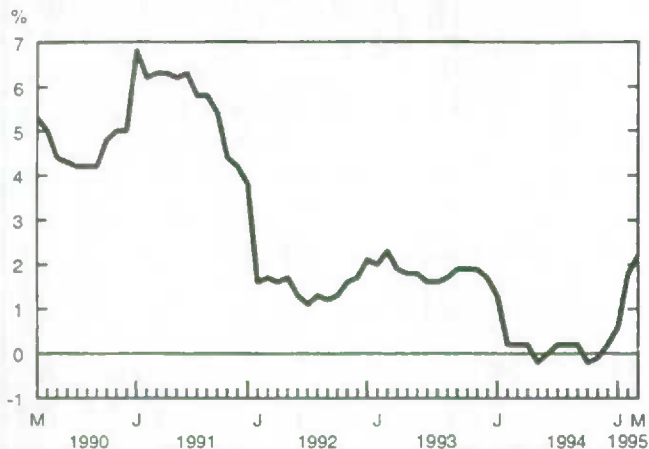
L'indice des prix à la consommation

Mars 1995

En mars 1995, les consommateurs ont dû absorber des hausses de prix annuelles pour les biens et services légèrement supérieures à celles des derniers mois. Sans les produits du tabac, l'augmentation sur 12 mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) a été de 2,3% en mars, comparativement à 2,0% en février et en janvier.

L'IPC d'ensemble a progressé de 2,2% au cours de la période de 12 mois se terminant en mars 1995, ce qui représente la plus forte hausse annuelle depuis février 1993, lorsque l'augmentation avait été de 2,3%. Les prix des véhicules automobiles, les primes d'assurance-automobile, les prix de l'essence et des aliments et les coûts des intérêts hypothécaires ont été les principaux facteurs de la dernière progression annuelle de l'IPC.

Taux de variation de l'indice des prix à la consommation par rapport au mois correspondant de l'année précédente



L'IPC augmente de 0,2% par rapport à février

La progression mensuelle de l'IPC s'est ralentie en mars, les prix moyens des biens et services ayant augmenté de 0,2% au cours du mois, comparativement à 0,5% en février. L'effet d'entraînement ce mois-ci a été exercé surtout par les tarifs de la câblodistribution, les coûts des intérêts hypothécaires, les hausses de prix saisonnières des voyages organisés et les taxes sur l'essence et les cigarettes. Par contre, des baisses de prix importantes ont été observées pour certains

articles de consommation, tels les vêtements, les aliments et les produits de soins personnels, ce qui a empêché l'IPC d'augmenter davantage.

Un quart environ de la progression de l'IPC en mars s'explique par l'augmentation de 9,1% des tarifs de la câblodistribution. Cette augmentation marque la fin, dans la plupart des régions, de la campagne de promotion consistant à offrir des chaînes de télévision gratuitement aux abonnés. (L'indice des prix de la câblodistribution avait fléchi de 5,3% en janvier au début de la campagne de promotion.) Par ailleurs, certains câblodistributeurs ont augmenté leurs tarifs pour le service de base et le service de base élargi en mars. Les augmentations ont surtout été observées en Ontario et à Terre-Neuve, où les tarifs ont grimpé de 14,6% et de 12,0% respectivement.

Un facteur presque aussi important de la progression de l'IPC en mars est le relèvement de 1,6% des prix de l'essence, qui s'explique surtout par la hausse de 1,5 cent le litre de la taxe sur l'essence annoncée dans le budget fédéral de février. L'intensification de la concurrence entre certains détaillants au Québec et en Ontario a atténué l'impact de la hausse de cette taxe pour les automobilistes.

L'IPC en mars a aussi progressé sous l'effet de la montée des prix des voyages organisés, des hypothèques et des cigarettes. Les prix des voyages organisés ont encore augmenté en raison de l'accroissement de la demande saisonnière, en particulier pour les voyages vers la Floride. Les prix des voyages organisés, qui avaient déjà progressé de 7,1% le mois dernier, ont donc augmenté de 6,4% en mars. La progression des coûts des intérêts hypothécaires a ralenti quelque peu, la hausse ce mois-ci s'établissant à 0,6%, comparativement à 0,7% en février. Les prix des cigarettes ont augmenté de 2,5% en moyenne à la suite des changements à la taxe fédérale en Ontario et au Québec, ainsi qu'une hausse des taxes provinciales dans cette dernière province.

Des baisses de prix ont été observées pour un certain nombre de produits en mars, en particulier les vêtements et les chaussures, les aliments et les produits de soins personnels. Les prix des vêtements et des chaussures ont fléchi de 0,5% au cours du mois, principalement en raison de soldes généralisés. En février, une augmentation de 1,4% avait été observée. Après avoir augmenté de 0,6% le mois dernier, les prix des aliments ont fléchi de 0,2% en mars, en partie à cause de la diminution des prix des fruits et légumes frais. Les produits de soins personnels ont diminué de

0,8% en mars. Le mois dernier l'indice avait avancé de 0,1%.

Aperçu des provinces

C'est au Nouveau-Brunswick que le mouvement mensuel de l'IPC a été le plus important en mars (+0,5%), et à l'Île-du-Prince-Édouard qu'il a été le plus faible (absence de changement). À Whitehorse, une baisse de 0,2% a été enregistrée.

Les variations des prix à la consommation au Nouveau-Brunswick s'expliquent par des hausses de prix supérieures à la moyenne dans le cas des aliments et des vêtements. L'absence de changement à l'Île-du-Prince-Édouard s'explique en partie par une baisse des prix des aliments supérieure à la moyenne, de même que des diminutions pour les dépenses de ménage et les articles d'ameublement. La baisse globale des prix à

la consommation à Whitehorse est attribuable au recul des prix des aliments et des vêtements.

Les variations sur douze mois ont été supérieures à la moyenne nationale au Manitoba (+2,7%) et en Alberta (+2,7%). L'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse ont enregistré la variation annuelle la plus faible (+0,9%).

Données stockées dans CANSIM: matrices 7440 à 7454.

Le numéro de mars 1995 de *L'indice des prix à la consommation* (62-001, 10\$/100\$) est maintenant disponible. Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec Paul-Roméo Danis au (613) 951-3350, Division des prix. □

Indices des prix à la consommation et composantes principales
(1986=100)

	Mars 1995	Février 1995	Mars 1994	Février 1995 à mars 1995	Mars 1994 à mars 1995
	données non désaisonnalisées				
				variation en %	
Ensemble	133,0	132,7	130,1	0,2	2,2
Aliments	126,2	126,4	122,5	-0,2	3,0
Logement	133,9	133,7	132,5	0,1	1,1
Dépenses et équipement du ménage	121,2	120,7	119,5	0,4	1,4
Habillement et chaussures	132,6	133,3	133,6	-0,5	-0,7
Transports	136,6	136,1	129,4	0,4	5,6
Santé et soins personnels	135,8	136,1	136,2	-0,2	-0,3
Loisirs, formation et lecture	141,0	139,6	136,1	1,0	3,6
Boissons alcoolisées et produits du tabac	142,4	141,2	142,2	0,8	0,1
Biens	126,7	126,5	124,1	0,2	2,1
Services	140,7	140,3	137,4	0,3	2,4
Ensemble sans les aliments et l'énergie	135,4	135,0	132,7	0,3	2,0
Énergie	126,8	126,0	124,0	0,6	2,3
Pouvoir d'achat du dollar à la consommation (en cents), par rapport à 1986	75,2	75,4	76,9		
Ensemble (1981=100)	176,1				

L'indice des prix à la consommation par province, Whitehorse et Yellowknife
(1986=100)

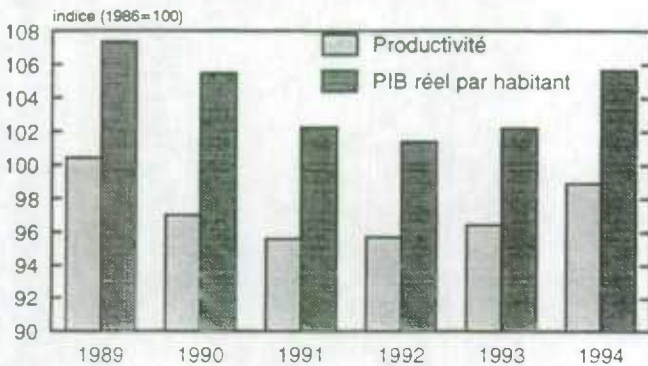
	Mars 1995	Février 1995	Mars 1994	Février 1995 à mars 1995	Mars 1994 à mars 1995
données non désaisonnalisées					
				variation en %	
Terre-Neuve	127,1	126,8	125,2	0,2	1,5
Île-du-Prince-Édouard	130,0	130,0	128,8	0,0	0,9
Nouvelle-Écosse	130,0	129,6	128,8	0,3	0,9
Nouveau-Brunswick	129,3	128,6	126,5	0,5	2,2
Québec	130,3	130,1	128,6	0,2	1,3
Ontario	134,1	133,8	130,7	0,2	2,6
Manitoba	134,8	134,6	131,3	0,1	2,7
Saskatchewan	135,0	134,7	132,1	0,2	2,2
Alberta	131,9	131,7	128,4	0,2	2,7
Colombie-Britannique	137,0	136,6	133,5	0,3	2,6
Whitehorse	129,0	129,2	127,4	-0,2	1,3
Yellowknife	131,0	130,5	127,8	0,4	2,5

Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre 1994

En 1994, les entreprises canadiennes ont connu leurs meilleurs gains de productivité des dix dernières années. Des hausses modérées des salaires et les efforts de restructuration des entreprises ont également contribué à une deuxième baisse consécutive du coût unitaire de main-d'oeuvre.

Malgré la croissance de la productivité observée en 1994, son indice demeure toujours inférieur à son niveau de 1989. Il n'est donc pas surprenant de constater la baisse de 1,6% du Produit intérieur brut réel par habitant au cours de la même période.

Tout comme la productivité, le PIB réel par habitant n'a pas retrouvé son niveau de 1989



La reprise de la productivité est moins prononcée que celle ayant suivi la récession de 1982

En augmentant de 5,3% en 1994, le niveau de production des entreprises a finalement dépassé son sommet de 1989. Par contre, lors de la récession de 1982, le retour au sommet précédent n'avait pris que trois ans. La période actuelle de contraction et de reprise aura donc été beaucoup plus longue que celle du début des années 1980.

Note aux lecteurs

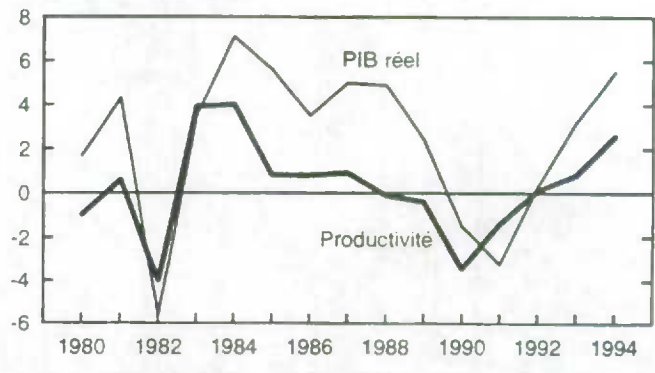
À la suite des fluctuations importantes et soudaines de la production, on observe généralement des retards d'ajustement des facteurs de production en raison des coûts élevés d'embauche de la main-d'oeuvre et des délais d'acquisition et d'installation d'équipements de production. Ce phénomène se traduit alors par des fluctuations de la productivité de nature purement cycliques.

En période de récession, la mesure de productivité aura généralement tendance à diminuer ou à s'accroître faiblement en regard de sa performance habituelle, tandis qu'elle aura tendance à s'accroître à un rythme plus élevé au début du cycle haussier. Une interprétation juste des variations de la productivité doit se faire en tenant compte des fluctuations de la production.

À l'instar de la production, la reprise actuelle de la croissance de la productivité a été beaucoup plus faible que celle ayant suivi la récession de 1982. Au cours des deux dernières années, la productivité a en effet augmenté de 0,7% et de 2,6% alors qu'elle avait enregistré des gains de 3,9% et de 4,0% durant les années 1983 et 1984, soit les premières années de reprise du cycle précédent.

La reprise de la productivité du secteur des entreprises est moins prononcée que celle ayant suivi la récession de 1982

variation en pourcentage



Un meilleur ajustement des entrées de main-d'oeuvre et la modernisation des équipements semblent être en cause

Contrairement à la chute abrupte de l'économie en 1982, la phase actuelle de contraction du cycle économique a été graduelle. Cela a permis aux entreprises de mieux ajuster leurs entrées de main-d'oeuvre à la baisse de la demande. Le nombre cumulé d'années-personnes ayant perdu leur emploi au cours de la dernière récession est 1,6 fois plus élevé qu'en 1982, malgré le fait que la baisse du PIB réel entre le sommet et le creux ait été légèrement plus forte au cours de la récession du début des années 1980. Au début de la reprise actuelle, les entreprises ont donc été dans l'obligation d'alourdir les horaires de travail et d'augmenter l'embauche de nouveaux employés beaucoup plus rapidement qu'en 1982, les employeurs ayant maintenu une plus grande proportion de leurs travailleurs sur la liste de paye au cours de la récession plus courte de 1982. La hausse des heures travaillées et de l'emploi observée en 1993 et 1994 a eu pour effet d'annuler une partie des gains conjoncturels de productivité observés habituellement à ce stade-ci de la reprise.

En outre, le large consensus ayant trait au besoin de demeurer compétitif a incité les entreprises à moderniser beaucoup plus leurs équipements de production qu'en 1982. Comparativement à la période précédente, les investissements nets en machines et équipements ont été en effet beaucoup plus vigoureux pendant la récession et la reprise actuelle. Cette modernisation exige cependant des ajustements de la main-d'oeuvre, voire de la formation, qui auront pour effet de reporter à plus tard une partie des gains potentiels de productivité.

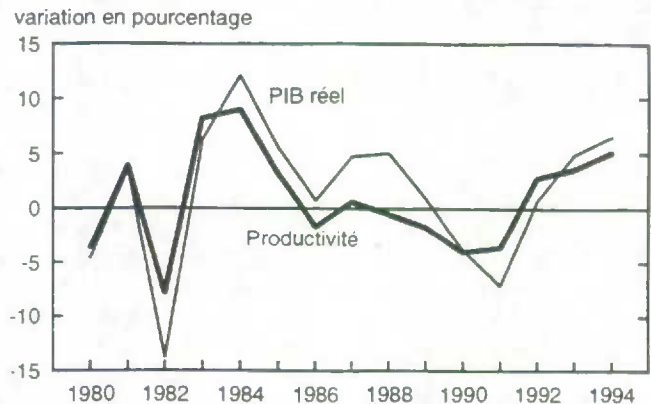
Les entreprises manufacturières contribuent le plus à la hausse

Tout comme en 1993, ce sont les manufacturiers qui ont contribué le plus à la croissance de la productivité de l'ensemble des entreprises. Enregistrant une hausse de productivité de 5,3% en 1994, l'indice de productivité des manufacturiers a dépassé légèrement son sommet atteint en 1985. Tout comme le secteur des entreprises, les manufacturiers ont également enregistré une croissance de la productivité inférieure à celle observée au début de la reprise ayant suivi la récession de 1982.

Outre les manufacturiers, de bonnes performances ont été enregistrées dans l'agriculture, le commerce de détail et le commerce de gros en 1994. En contrepartie, la productivité du travail a diminué pour une troisième

année consécutive dans la construction de même que dans les services socio-culturels, commerciaux et personnels.

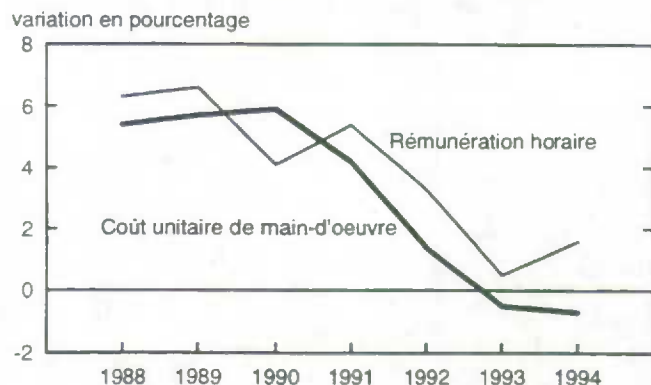
La productivité des manufacturiers connaît sa meilleure performance depuis 1984



Le coût unitaire de main-d'oeuvre diminue pour une deuxième année consécutive

Pour une deuxième année consécutive, les entreprises ont bénéficié d'une réduction du coût unitaire de main-d'oeuvre. Après avoir diminué de 0,5% en 1993, il a diminué de 0,7% en 1994. Exception faite de ces deux années, le coût unitaire de main-d'oeuvre avait toujours progressé depuis 1962. La baisse du coût unitaire de main-d'oeuvre a également permis aux entreprises de limiter la croissance de leurs coûts unitaires de production à 0,8% en 1994 tout en augmentant leurs bénéfices d'exploitation.

Le coût unitaire de main-d'oeuvre diminue encore malgré une hausse de la rémunération horaire dans le secteur des entreprises



En 1994, le coût unitaire de main-d'oeuvre a reculé tant dans le secteur des biens que dans le secteur des services. Selon l'industrie, des baisses ont été observées dans les communications (-4,0%), le commerce de gros (-2,9%), l'agriculture (-2,3%), le transport et l'entreposage (-1,8%), l'industrie manufacturière (-1,4%) et le commerce de détail (-0,7%).

La rémunération horaire augmente faiblement en 1994

La reprise économique entraînant une hausse du temps supplémentaire, la rémunération horaire versée aux travailleurs du secteur des entreprises a augmenté de 1,6% en 1994. Cette hausse, qui est supérieure à celle de l'an dernier, n'en demeure pas moins la deuxième plus faible depuis 1947, première année pour laquelle nous disposons de cette mesure. Des hausses modérées consenties par les employeurs dans les grandes conventions collectives et les ressources inutilisées sur le marché du travail constituent les principaux facteurs explicatifs de la faible inflation salariale observée au cours des dernières années.

Des changements dans la composition de l'emploi par industrie ont également contribué à ralentir la progression de la masse salariale. Les travailleurs du secteur des services, qui reçoivent en moyenne des taux de salaire plus faibles que ceux du secteur des biens, ont vu leur importance relative s'accroître depuis 1989. Les heures travaillées dans les activités de services ont en effet augmenté de 4,6% entre 1989 et 1994, tandis que celles des industries des biens reculaient de 8,0%.

Données stockées dans CANSIM: matrices 7916 à 7938.

Définitions

Le terme **productivité** utilisé dans ce communiqué réfère à la productivité multifactorielle, une mesure de l'efficacité de production. Elle représente la quantité qui peut être produite avec une quantité donnée d'entrées. Sa croissance est obtenue de façon résiduelle par la différence entre la croissance de la quantité produite (PIB réel) et la croissance composée des quantités de travail et de capital utilisées.

Puisque nous ne disposons pas d'estimations de la productivité multifactorielle pour toutes les industries pour 1994, les comparaisons par industrie doivent être fondées sur la mesure partielle de la productivité du travail.

La **productivité du travail** ou le **PIB par heure travaillée** est le rapport entre la production et les entrées de travail (heures travaillées). La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée prudemment car ces estimations reflètent les variations du rapport capital-travail en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production. Lorsque le rapport capital-travail augmente, c'est-à-dire lorsque la contribution relative du capital à la croissance de la production s'accroît, la productivité du travail augmente à un rythme plus élevé que la productivité multifactorielle, et inversement.

Au niveau agrégé du secteur des entreprises, le **coût unitaire de production** ou le **prix par unité produite** correspond aux coûts unitaires composés du capital et du travail.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération à la production (PIB réel). Ce coût est aussi équivalent au rapport entre la rémunération horaire et la productivité du travail.

La **rémunération du travail** comprend tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services de main-d'oeuvre. Ceci inclut les salaires, les traitements et le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés, ainsi qu'un revenu fictif du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean-Pierre Maynard au (613) 951-3654, Division des entrées-sorties. Télécopieur: (613) 951-0489. □

Productivité multifactorielle, entrées de travail, entrées de capital et PIB réel

	Secteur des entreprises				Industries manufacturières			
	Productivité multifactorielle	Entrées de travail	Entrées de capital	PIB réel	Productivité multifactorielle	Entrées de travail	Entrées de capital	PIB réel
	indices de Törnqvist (1986=100)							
1961	71,1	62,1	30,7	34,2	54,8	77,7	45,7	35,8
1971	88,5	75,4	51,7	58,3	74,1	94,2	71,6	64,0
1975	90,5	85,6	63,1	69,5	78,7	98,9	79,5	72,7
1981	94,9	96,7	85,7	87,9	90,7	102,6	91,4	89,8
1982	91,1	91,5	91,8	83,5	83,6	93,7	98,2	79,6
1983	94,6	90,8	93,3	86,8	90,5	92,5	99,6	85,8
1984	98,4	93,7	94,4	92,4	98,6	96,3	97,1	95,2
1985	99,2	98,2	96,5	96,8	101,8	98,4	97,0	99,7
1986	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1987	100,9	103,9	103,6	104,7	100,6	103,4	105,6	104,8
1988	100,8	108,7	108,2	109,3	100,0	108,1	112,3	109,7
1989	100,4	110,3	114,2	112,1	98,3	108,5	119,5	110,6
1990	97,0	110,1	120,2	110,2	94,4	102,8	128,7	105,4
1991	95,6	105,3	124,0	106,7	91,0	95,5	133,4	98,2
1992	95,8	103,5	128,9	107,1	93,3	92,1	135,7	99,0
1993	96,5	106,0	131,9	110,4	96,9	94,5	133,0	103,8
1994	99,0	109,5	133,9	116,2	102,0	97,2	129,2	110,5

Contribution du travail, du capital et de la productivité multifactorielle à la croissance du PIB réel

	Secteur des entreprises				Industries manufacturières			
	Productivité multifactorielle	Contribution du travail	Contribution du capital	PIB réel	Productivité multifactorielle	Contribution du travail	Contribution du capital	PIB réel
	taux annuel de variation (%)							
1961-1994	1,0	1,1	1,7	3,8	1,9	0,4	1,1	3,5
1961-1975	1,7	1,5	2,0	5,2	2,6	1,1	1,3	5,2
1975-1982	0,1	0,6	2,0	2,7	0,9	-0,5	1,0	1,3
1982-1991	0,5	1,0	1,2	2,8	0,9	0,1	1,3	2,4
1981-1982	-4,0	-3,5	2,5	-5,0	-7,8	-6,1	2,3	-11,4
1982-1983	3,9	-0,5	0,6	4,0	8,2	-0,8	0,5	7,8
1983-1984	4,0	2,1	0,4	6,5	9,0	2,7	-0,8	11,0
1984-1985	0,8	3,0	0,8	4,7	3,2	1,5	-0,0	4,7
1985-1986	0,8	1,2	1,3	3,4	-1,7	1,1	1,0	0,3
1986-1987	0,9	2,4	1,3	4,7	0,6	2,1	2,0	4,8
1987-1988	-0,1	2,9	1,6	4,4	-0,5	2,9	2,3	4,7
1988-1989	-0,4	1,0	2,0	2,5	-1,7	0,2	2,4	0,8
1989-1990	-3,4	-0,2	1,9	-1,7	-4,0	-3,4	2,7	-4,7
1990-1991	-1,4	-2,9	1,1	-3,2	-3,6	-4,6	1,3	-6,8
1991-1992	0,1	-1,1	1,3	0,4	2,5	-2,3	0,6	0,8
1992-1993	0,7	1,6	0,8	3,1	3,8	1,7	-0,7	4,8
1993-1994	2,6	2,1	0,6	5,3	5,3	2,0	-0,9	6,5

Mesures de la productivité du travail et coût unitaire de main-d'oeuvre

	PIB réel	Personnes au travail	Heures travaillées	Remuneration par heure tra- vaillée	PIB réel par heure travaillée	Coût uni- taire de la main- d'oeuvre
indices de Laspeyres (1986=100)						
Secteur des entreprises						
1946	17,2	47,7	62,2	4,3	27,7	15,6
1961	33,4	55,7	64,4	13,4	51,9	25,9
1975	69,3	80,2	84,6	41,8	81,9	51,0
1982	82,6	91,3	90,9	83,4	90,9	91,8
1986	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1988	110,1	107,2	108,1	112,6	101,9	110,5
1989	112,8	109,6	109,6	120,1	102,9	116,7
1990	111,1	109,9	109,7	125,0	101,3	123,5
1991	107,6	106,6	105,1	131,8	102,4	128,8
1992	107,9	105,2	103,4	136,2	104,3	130,6
1993	111,3	106,9	105,7	136,9	105,3	130,0
1994	117,5	109,5	108,9	139,1	107,8	129,0

	taux annuel de variation (%)					
1946-1994	4,1	1,7	1,2	7,5	2,9	4,5
1961-1994	3,9	2,1	1,6	7,3	2,2	5,0
1961-1975	5,3	2,6	2,0	8,5	3,3	5,0
1975-1982	2,5	1,9	1,0	10,4	1,5	8,8
1982-1991	3,0	1,7	1,6	5,2	1,3	3,8
1988-1989	2,4	2,2	1,4	6,6	0,9	5,7
1989-1990	-1,5	0,3	0,1	4,1	-1,6	5,8
1990-1991	-3,2	-3,0	-4,2	5,4	1,1	4,2
1991-1992	0,3	-1,3	-1,6	3,3	1,9	1,4
1992-1993	3,2	1,6	2,2	0,5	1,0	-0,5
1993-1994	5,5	2,4	3,0	1,6	2,4	-0,7

	indices de Laspeyres (1986=100)					
Industries manufacturières						
1946	18,2	61,9	69,9	4,7	26,1	18,1
1961	35,9	74,8	77,7	13,9	46,1	30,1
1975	75,1	97,5	98,3	38,9	76,5	50,9
1982	78,2	94,3	92,2	82,4	84,8	97,1
1986	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1988	110,2	107,5	108,7	107,5	101,4	106,1
1989	111,1	108,8	109,2	111,6	101,8	109,6
1990	107,0	103,2	103,4	117,8	103,5	113,8
1991	99,6	95,9	95,6	125,0	104,2	119,9
1992	100,3	91,4	92,2	130,7	108,9	120,0
1993	105,4	91,9	94,6	131,4	111,4	118,0
1994	112,4	94,0	97,3	134,4	115,5	116,3

	taux annuel de variation (%)					
1946-1994	3,9	0,9	0,7	7,2	3,2	4,0
1961-1994	3,5	0,7	0,7	7,1	2,8	4,2
1961-1975	5,4	1,9	1,7	7,6	3,7	3,8
1975-1982	0,6	-0,5	-0,9	11,3	1,5	9,7
1982-1991	2,7	0,2	0,4	4,7	2,3	2,4
1988-1989	0,9	1,2	0,5	3,8	0,4	3,3
1989-1990	-3,8	-5,2	-5,3	5,6	1,7	3,9
1990-1991	-7,1	-7,1	-7,5	6,1	0,7	5,2
1991-1992	0,7	-4,7	-3,6	4,6	4,5	0,1
1992-1993	4,9	0,5	2,6	0,5	2,3	-1,7
1993-1994	6,5	2,3	2,9	2,3	3,7	-1,4

AUTRES COMMUNIQUÉS

Ventes des grands magasins

Mars 1995 (données provisoires)

Les consommateurs ont dépensé 959,1 millions\$ dans les grands magasins en mars, une diminution de 0,9% comparativement à mars 1994. Les ventes dans les magasins d'escomptes (504,9 millions\$) ont grimpé de 8,3%. Les magasins traditionnels ont vendu pour 454,2 millions\$, soit une chute de 9,4%.

L'édition de mars 1995 de *Ventes et stocks des grands magasins* (63-002, 16\$/160\$) sera disponible en mai. Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec Serge Dumouchel au (613) 951-2210, Section du commerce de détail, Division de l'industrie.

Ventes des grands magasins

Février 1995

Les ventes des grands magasins (données désaisonnalisées) ont diminué de 1,2% en février, après une légère augmentation (+0,5%) en janvier. Comparativement à février 1994, les ventes sont 3,6% plus basses. L'année 1994 a été marquée par une restructuration au sein de cette industrie, car les ventes pour le mois de février 1994 ont été anormalement élevées.

Les inventaires, en baisse de 0,9% par rapport à janvier, sont 0,7% plus élevés qu'en février 1994.

Ventes et inventaires des grands magasins

	Janvier 1995 ^f	Février 1995 ^p	Janvier 1995 à février 1995	Février 1994 à février 1995
	données désaisonnalisées			
	millions\$		variation en %	
Ventes	1 130,7	1 116,8	-1,2	-3,6
Inventaires	5 289,3	5 243,4	-0,9	0,7

Les données désaisonnalisées montrent que les consommateurs ont dépensé pour 343 millions\$ dans les grands magasins traditionnels en février, soit 4,7% de moins qu'en février 1994. Les grands magasins d'escomptes montrent une baisse, eux aussi, de 3,3% pour des ventes de 380 millions\$.

Toutes les provinces rapportent des baisses dans leurs ventes.

Total des ventes des grands magasins incluant les concessions

	Février 1995	Février 1994 à février 1995
	données non désaisonnalisées	
	millions\$	variation en %
Province		
Terre-Neuve	10,4	-5,6
Île-du-Prince-Édouard	2,5	-6,4
Nouvelle-Écosse	22,0	-4,7
Nouveau-Brunswick	16,3	-5,4
Québec	131,8	-1,4
Ontario	303,8	-4,5
Manitoba	30,9	-7,1
Saskatchewan	22,8	-1,3
Alberta	76,7	-3,9
Colombie-Britannique, Yukon, Territoires du Nord-Ouest	105,7	-4,5
Canada	722,9	-3,9

^p données provisoires.

^f données révisées.

Données stockées dans CANSIM: matrices 111 à 113.

À noter que les ventes et inventaires brutes pour quelques mois de 1994 ont été révisés. Parallèlement, les données désaisonnalisées de janvier 1992 à janvier 1995 ont été aussi révisées. Ces révisions sont disponibles sur CANSIM ou sur demande à la Section du commerce de détail, Division de l'industrie. Les données révisées figureront aussi dans l'édition de février 1995 de *Ventes et stocks des grands magasins* (63-002, 16\$/160\$). Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec Serge Dumouchel au (613) 951-2210, Section du commerce de détail, Division de l'industrie.

Indices des taux de salaires syndicaux dans la construction

Mars 1995

L'indice total des salaires syndicaux (y compris les suppléments) est demeuré inchangé en mars 1995 par rapport à son niveau de 136,8 en février. D'une année à l'autre, l'indice composite a augmenté de 1,9%, ayant passé de 134,3 en mars 1994 à 136,8 en mars 1995.

Les indices et taux de salaires syndicaux dans la construction (1986=100) consistent en des données sur les taux de salaires syndicaux selon 16 métiers du bâtiment dans 22 régions métropolitaines (tant pour les taux de base que pour les taux incluant certains paiements supplémentaires) et en des indices pour les villes où une majorité des métiers est couverte par les conventions collectives actuelles.

Données stockées dans CANSIM: matrices 956, 958 et 2033 à 2038.

Le numéro du premier trimestre de 1995 de *Statistiques des prix de la construction* (62-007, 19\$/76\$) paraîtra en juin. Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec Paul-Roméo Danis au (613) 951-3350, Unité de l'information et de l'analyse courante, Division des prix. Télécopieur: (613) 951-2848.

Certains indices financiers

Mars 1995

Les données de mars 1995 concernant certains indices financiers (1986=100) sont maintenant disponibles.

Données stockées dans CANSIM: matrice 2031.

Le numéro du premier trimestre de 1995 de *Statistiques des prix de la construction* (62-007, 19\$/76\$), paraîtra en juin. Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec Paul-Roméo Danis au (613) 951-3350, Unité de l'information et de l'analyse courante, Division des prix. Télécopieur: (613) 951-2848.

NOUVELLES PARUTIONS

Production mensuelle de boissons gazeuses, mars 1995

Numéro au catalogue: 32-001

(Canada: 3\$/30\$; États-Unis: 4\$/36\$; autres pays: 5\$/42\$).

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984.



La population active, mars 1995

Numéro au catalogue: 71-001

(Canada: 23\$/230\$; États-Unis: 28\$/276\$; autres pays: 33\$/322\$).

Emploi, gains et durée du travail, janvier 1995

Numéro au catalogue: 72-002

(Canada: 31\$/310\$; États-Unis: 38\$/372\$; autres pays: 44\$/434\$).

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada, 1994* (11-204F, Canada 15\$, États-Unis: 18\$; autres pays: 21\$). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

Commandez *Le Quotidien* et autres publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 (800) 267-6677**

Pour les autres pays, composez: **1 (613) 951-7277**

Ou envoyer votre commande par télécopieur: **1 (613) 951-1584**

Pour un changement d'adresse: veuillez indiquer votre numéro de compte.

Pour commander par la poste, écrivez à: Ventes et services, Division de la commercialisation, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada/Publications. Au Canada, ajoutez 7% de TPS.

Les centres régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de votre annuaire téléphonique sous la rubrique « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

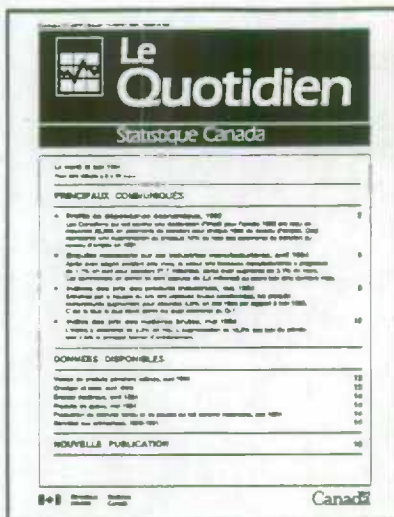


CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS

Semaine du 24 au 28 avril

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
24	Commerce de détail	février 1995
24	Commerce de gros	février 1995
25	Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	février 1995
25	Statistiques sur l'assurance-chômage	février 1995
26	Indice des prix des produits industriels	mars 1995
26	Indice des prix des matières brutes	mars 1995
27	Emploi, gains et durée du travail	février 1995
28	Produit intérieur brut réel par industrie au coût des facteurs	février 1995
28	Série de rapports sur les grandes cultures: intentions d'ensemencement en mars	



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F. (Canada: 175\$; États-Unis: 210\$US; autres pays: 245\$US)

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour recevoir *Le Quotidien* via l'Internet, envoyez un message par courrier électronique à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe daily prénom et nom.

Rédacteur: Luc Tremblay (613) 951-1187

Chef de la Diffusion officielle: Jacques Lefebvre (613) 951-1088

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1995. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.